



CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE AUX ETUDES DE FAISABILITE DU POLE D'ECHANGE MULTIMODAL DE LEZIGNAN-CORBIERES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20230627-2023-92-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/06/2023

Publication : 29/06/2023

Pour le Maire



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délibération du Conseil Régional Occitanie n° 2017/AP-JUIN/14 du 30 juin 2017 et la délibération n°2018/AP-MARS/15 de l'Assemblée Plénière du 23 mars 2018 portant délégation du Conseil Régional à la Commission Permanente

Vu le Règlement budgétaire et financier en vigueur

Vu le Règlement de Gestion des Financements Régionaux en vigueur

Vu la délibération du Conseil Régional Occitanie n° CP/2017-OCT/10.01 en date du 13 octobre 2017 approuvant le dispositif d'intervention en faveur de la création des pôles d'échanges multimodaux ferroviaires

Vu la délibération du Conseil Régional Occitanie n° CP/2017-DEC/10.15 en date du 15 décembre 2017 approuvant la convention type du dispositif en faveur de la création des pôles d'échanges multimodaux ferroviaires

Vu l'accusé de réception de la Région en date du XXXXXX suite à la saisine par la Ville de Lézignan-Corbières en date du XXXXXX pour bénéficier du dispositif régional « Pôles d'Echanges Multimodaux » enregistrée sous le numéro XXXXXX

Vu l'avis de la Commission sectorielle n°10, Commission Transports et Infrastructures du 26 novembre 2020

Vu la délibération n° du Conseil Régional Occitanie en date du approuvant la présente convention

Vu la délibération n° XXXXXXXXXXXX de La Commission Permanente du Conseil Départemental de l'Aude en date du XXXXXX,

Vu la délibération n° XXXXXXXXXXXX du Conseil Communautaire de la Communauté de communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois en date du XXXXXX,

Vu la délibération n° XXXXXXXXXXXX du Conseil Municipal de la Ville de Lézignan-Corbières en date du XXXXXX,

Entre :

La Région Occitanie Pyrénées Méditerranée, dont le siège est situé au 22 Avenue du Maréchal Juin - 31406 Toulouse, représenté par **Madame Carole DELGA**, Présidente du Conseil Régional en exercice,

Ci-après désignée « **la Région** »

Le **Département de l'Aude**, dont le siège est situé Allée Raymond Courrière, 11855 Carcassonne, représenté par **Madame Hélène SANDRAGNE**, Présidente du Conseil Départemental en exercice,

Ci-après désigné « **le Département** »

La **Communauté de Communes de la Région Lézignanaise Corbières Minervois**, dont le siège est situé au 48, avenue Charles Cros, 11200 Lézignan-Corbières, représentée par **Monsieur André HERNANDEZ**, Président de la Communauté de communes en exercice,

Ci-après désignée « **le CCRLCM** »

La **Ville de Lézignan-Corbières**, dont le siège est situé Cour de la République, 11200 Lézignan-Corbières, représentée par **Monsieur GERARD FORCADA**, Maire de la Ville, en exercice,

Ci-après désignée « **la Ville** »

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Unique gare entre Carcassonne et Narbonne, Lézignan-Corbières dispose d'une importante aire d'influence dépassant l'échelle de la communauté de communes, du fait de la proximité de l'Hérault. Reliée aux grandes polarités régionales, elle se présente également comme une gare de destination pour relier divers équipements structurants (CFA, équipements scolaires, zone d'activités économiques).

Avec plus de 100 000 voyageurs annuels, les données de fréquentation confirment un ancrage régional conséquent. La crise énergétique, la prise de conscience environnementale et l'adaptation de l'offre ferroviaire en 2020 (Billet 1 € jeune par exemple) encouragent progressivement les changements de comportements liés à la mobilité.

Pour la Ville et ses partenaires, structurer une offre de mobilité alternative à la voiture répond aux enjeux majeurs de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique, tout en permettant de réelles économies aux habitants qui délaisseraient leur véhicule.

L'offre ferroviaire, sans cesse plus attractive, se présente ainsi comme une réelle alternative à la voiture individuelle.

Néanmoins, l'organisation actuelle du pôle gare n'apparaît pas adaptée pour répondre à ces enjeux. Se développant sur une faible emprise foncière, il ne permet pas de proposer une réelle intermodalité. Le site est saturé de voitures et la place des autres modes est limité, voire inexistant.

Pour l'ensemble de ces raisons, la Ville de Lézignan-Corbières, la CCRLCM, le Département de l'Aude et la Région Occitanie envisagent de transformer le pôle gare en réel Pôle d'Echanges Multimodal.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de financement et d'exécution des études de faisabilité du Pole d'échange Multimodal de LÉZIGNAN-CORBIÈRES par les Partenaires précités qui accordent une contribution financière au bénéficiaire, maître d'ouvrage :

Elle prévoit :

- Les études et prestations qui seront sous maîtrise d'Ouvrage Ville de Lézignan-Corbières
- Leurs modalités d'exécution et de suivi
- Le calendrier prévisionnel de réalisation
- Les modalités de financement

Le financement de l'opération est décrit dans les annexes jointes à la présente convention.

- Annexe 1 : Evaluation financière de l'opération
- Annexe 2 : Périmètre d'étude de faisabilité
- Annexe 3 : Demande de paiement d'une subvention Région

ARTICLE 2 - MAITRISE D'OUVRAGE

La Ville de Lézignan-Corbières assure la maîtrise d'ouvrage des prestations décrites par la présente convention.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations et études dont le financement est prévu par la convention sont :

- Etude de faisabilité du futur pôle d'échange multimodal.

Cette étude, dont le périmètre est présenté en annexe 2 (sachant qu'à ce stade préliminaire, ce périmètre ne constitue pas le périmètre opérationnel du PEM stricto sensu) permettra d'aboutir à la mise en œuvre pré-opérationnelle du projet, et plus précisément :

- de définir le programme de l'opération et un schéma d'aménagement validé par l'ensemble des partenaires du projet ;
 - de définir l'organisation fonctionnelle et spatiale du PEM, et particulièrement la complémentarité et la coordination des différents modes de transport sur le futur site ;
 - de définir le périmètre d'étude final du PEM ;
 - d'en étudier la faisabilité technique, juridique, foncière, en intégrant les exigences sécuritaires liées à l'exploitation ferroviaire ;
 - d'estimer le budget global de l'opération en vue du montage financier avec les partenaires concernés et d'en proposer le calendrier de réalisation.
- Recours à une Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO)

En fonction des besoins du maître d'ouvrage, l'AMO pourra intervenir pour :

- Fixer les conditions du bon déroulement des études,
 - Assurer la coordination entre les différents Partenaires et particulièrement SNCF
 - Animer le cadre partenarial (COPIL, COTECH, ...)
 - Assister aux choix des prestataires puis le suivi des différentes missions confiées au titre des études dont le financement fait l'objet de la Convention.
- Prestations complémentaires éventuelles

Les prestations ainsi prises en charge devront être nécessaires à la bonne réalisation des études, dans la limite du budget alloué, et pourront couvrir des dépenses telles que les frais de géomètre, des diagnostics divers, la géodétection de réseaux, des études géotechniques et pollution, la faune flore, la conception d'outils de concertation, une assistance juridique ou encore des frais de concessionnaires, etc...

Elles feront l'objet d'un suivi par les partenaires dans le cadre des comités techniques.

ARTICLE 4 : CARACTERISTIQUES DE LA SUBVENTION

Les signataires s'engagent à participer au financement de l'opération estimée à un montant de **70 000 € HT** comprenant les études de faisabilité et l'accompagnement d'une assistance à maîtrise d'ouvrage (annexe 1).

Conformément au dispositif régional d'intervention en faveur des Pôles d'Echanges Multimodaux ferroviaires qui qualifie de « urbain » le PEM de Lézignan-Corbières, il est acté le plan de financement suivant : **A PRECISER**

	Besoin de financement	
	Montants (en € HT)	%
Région Occitanie	28 000 €	40 %
Département de l'Aude		
CCRLCM		
Ville de Lézignan-Corbières		
Total	70 000 €	100%

ARTICLE 5 : DELAI DE REALISATION

Le délai de réalisation de l'opération, correspondant à la période de réalisation effective de l'opération ainsi qu'aux dates de prise en compte des dépenses, est fixé comme suit : l'opération subventionnée démarre à la date d'accusé de réception de la Région en date du **XXXXX** suite à la saisine par la Ville de Lézignan-Corbières en date du **XXXX** (pour bénéficiaire du dispositif régional « Pôles d'Echanges Multimodaux », et prend fin dans un **délai de 12 mois** à compter de la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : GOUVERNANCE

Le pilotage du programme des études ou des travaux objet de la présente convention est assuré par un comité de pilotage, assisté d'un comité technique au sein duquel les signataires de la présente convention sont représentés.

Le comité de pilotage est présidé par le Maire de Lézignan-Corbières ou son représentant et est composé de :

- Préfet de Département ou son représentant,
- Présidente de la Région Occitanie ou son représentant,
- Présidente du Département de l'Aude ou son représentant,
- Président de la CCRLCM ou son représentant,
- Maire de Lézignan-Corbières ou son représentant,
- Directrice de l'Agence Gares Grand Sud, SNCF Gares et Connexions, ou son représentant,
- Directrice Territoriale SNCF réseau ou son représentant,
- Directeur de la Direction Immobilière Territoriale Grand Sud, SNCF Immobilier, ou son représentant.

Le comité de pilotage assure le suivi du projet global. Il se réunit à intervalles réguliers afin d'être informé par le comité technique, de l'évolution technique et financière du projet ; il pourra être élargi aux partenaires susceptibles de s'associer à l'opération. Le secrétariat du comité de pilotage est assuré par le comité technique qui prépare les dossiers, réalise et diffuse les comptes rendus.

Le comité technique, composé des représentants des services de chaque signataire et des représentants de chaque partenaire du projet, se réunit quant à lui périodiquement pour faire le point sur l'avancement de l'opération et préparer les décisions du comité de pilotage. En cas de besoin, il pourra être élargi à d'autres partenaires. Il examine notamment le compte rendu d'avancement présenté par le bénéficiaire maître d'ouvrage.

L'animation et le secrétariat du Comité Technique sont assurés par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée, à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'opération financée et à respecter les engagements suivants.

ARTICLE 7-1 : INFORMATION DES PARTENAIRES SIGNATAIRES

Le bénéficiaire s'engage à tenir informé les partenaires signataires, dans un délai d'un mois, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération financée. Le bénéficiaire s'engage également à informer les partenaires signataires, réunis dans le cadre de comités techniques et de comités de pilotage, de toute modification dans le déroulement de l'opération financée, notamment toute modification des données financières et techniques.

Les modifications devront être décidées dans un délai de deux mois à compter de la diffusion de l'information en convoquant si nécessaire une réunion d'urgence du Comité de suivi. Les modifications décidées dans ce cadre feront l'objet de délibérations (si nécessaire) ou d'avenants à la convention.

ARTICLE 7-2 : CONTROLE DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire s'engage à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention attribuée.

Ce contrôle, sur pièces et/ou sur place, pourra être exercé, pendant la durée de réalisation de l'opération et dans un délai de trois ans suivant le paiement du solde et en tout état de cause jusqu'à l'extinction des engagements du bénéficiaire, par toute personne dûment mandatée par chaque partenaire signataire.

A ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande d'un partenaire signataire tout document comptable et administratif dont la production serait jugée utile pour la réalisation du contrôle de l'emploi des fonds.

ARTICLE 7-3 : INFORMATION SUR LA PARTICIPATION DES PARTENAIRES SIGNATAIRES

Le bénéficiaire s'engage à faire état de la participation des partenaires signataires selon les modalités suivantes :

LES SUPPORTS DE COMMUNICATION :

Le bénéficiaire s'engage à indiquer la participation financière des partenaires signataires sur tout support de communication mentionnant l'opération financée, notamment dans ses rapports avec les médias, par apposition des logos et ce, de manière parfaitement visible et identifiable.

La notion de support de communication mentionnée à l'alinéa précédent comprend notamment :

- Tous les panneaux implantés sur le chantier ou à proximité durant la durée des travaux ;
- Tous les supports papiers types plaquette, brochure ou carton d'invitation relatifs à l'opération financée ;
- Toutes les parutions dans la presse relatives à l'opération financée ;
- Toutes les annonces média notamment les annonces radio relatives à l'opération financée ;
- La page d'accueil du site Internet du bénéficiaire.

Le bénéficiaire devra convier les partenaires signataires à la conférence de presse qui serait éventuellement organisée dans le cadre de l'opération financée / à l'inauguration de l'équipement / ou de tout autre type de manifestations objet du financement.

LES ELEMENTS DE COMMUNICATION APPOSES PAR LA REGION :

Le bénéficiaire s'engage à permettre à la Région, de faire apposer sur les lieux de réalisation de l'opération les éléments de communication suivants : totem PEM.

LES PANNEAUX ET PLAQUES APPOSES PAR LE BENEFICIAIRE :

Le bénéficiaire s'engage à apposer de manière permanente et continue, sur les lieux de l'opération un panneau mentionnant, de façon visible, l'indication au public du montant des concours financiers des partenaires signataires ainsi que leur logo.

Le bénéficiaire s'engage à installer, dès la fin de l'opération et de façon permanente, une plaque précisant le concours des partenaires signataires.

ARTICLE 7-4 : AUTRES ENGAGEMENTS

Le bénéficiaire s'engage à :

- Atteindre une performance énergétique élevée en recourant, autant que faire se peut, aux énergies renouvelables et en installant des équipements et dispositifs éco-durables ;
- Maîtriser la consommation en eau, dans le process de construction et l'exploitation future des bâtiments considérés ;
- Utiliser des matériaux de construction, des produits et procédés présentant un bilan environnemental satisfaisant ;
- Prendre en compte l'analyse en cycle de vie du bâtiment (ACV) ;
- Limiter les nuisances environnementales des chantiers et projets.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT

ARTICLE 8-1 : CARACTERISTIQUES DU VERSEMENT

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire. Elle est incessible hors cession de créances intervenant dans le cadre des articles L.313-23 et suivants du code monétaire et financier. A ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Il s'agit d'une subvention à versement proportionnel ; c'est-à-dire que son montant varie en fonction du degré de réalisation de l'opération subventionnée.

Le financement de l'opération pourra être réévalué par voie d'avenant à la convention de financement approuvée et signée par toutes les parties, si le montant des dépenses dépasse le montant prévisionnel de l'opération à l'issue de la phase d'étude tel que précisé dans l'article 3.

ARTICLE 8-2 : GESTION DES ECARTS

Les instances chargées du pilotage et du suivi de la mise en œuvre du projet et de l'application de la présente convention de financement, seront régulièrement tenus informés de l'évolution du projet et de son suivi financier.

En cas de risque de dépassement en euros courants du plan de financement, de dépassement des délais ou de risque de non-respect des objectifs de l'opération fixés à la présente convention, les partenaires co-financeur) sont informés dès que possible et il sera débattu de la suite à donner.

En cas d'économies, celles-ci seront partagées au prorata des participations financières des Partenaires financeurs de la présente convention.

En cas de non réalisation de tout ou partie des opérations, un relevé final des dépenses acquittées sera établi par le maître d'ouvrage en qualité de maître d'ouvrage, qui procédera alors à la présentation d'un appel de fonds pour règlement du solde ou au versement du trop-perçu auprès des partenaires.

ARTICLE 8-3 : RYTHMES DE VERSEMENT

La subvention donne lieu au versement :

- d'un ou plusieurs acomptes dont la somme ne peut excéder 80% de la subvention attribuée ;
- Du solde.

ARTICLE 8-4 : PIECES JUSTIFICATIVES A PRODUIRE

La subvention est versée, selon le rythme de paiement défini à l'article précédent, au vu d'une demande de paiement adressée aux représentants des partenaires, dûment complétée et signée par le bénéficiaire ou son représentant (selon le modèle figurant en annexe 3 pour la Région), ainsi que des pièces justificatives suivantes, accompagnées d'un RIB complet :

Pour le ou les acomptes :

- Un état récapitulatif des justificatifs des dépenses directement acquittées par le bénéficiaire dûment signé par ce dernier ou son représentant ;
- La copie des justificatifs des dépenses directement acquittées par le bénéficiaire ;
- Un rapport technique succinct concernant le déroulement de l'opération subventionnée ;
- La photographie du panneau d'ouverture de chantier mentionnant la participation financière des partenaires.

Pour le solde :

- Un état récapitulatif des justificatifs des dépenses directement acquittées par le bénéficiaire dûment signé par ce dernier ou son représentant (et par le comptable pour les organismes publics) ;
- La copie des justificatifs des dépenses directement acquittées par le bénéficiaire ;
- Un bilan financier des dépenses et recettes dûment signé par le bénéficiaire ou son représentant. Il récapitule par postes les dépenses prévisionnelles et les dépenses réalisées, faisant apparaître les écarts par postes. Ces écarts doivent être justifiés. Si des charges indirectes sont affectées à l'opération, il reprend également les règles de répartition de ces charges. Les recettes perçues et restant à percevoir sont également récapitulées.
- Un bilan qualitatif ou rapport d'activité dûment signé par le bénéficiaire ou son représentant décrivant notamment les réalisations et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'opération.

ARTICLE 8-5. FACTURATION ET RECOUVREMENT

Les sommes dues au maître d'ouvrage au titre de la présente convention sont mandatées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des appels de fonds.

À défaut de paiement dans un délai de 30 jours, les montants seront majorés de plein droit, sans aucune mise en demeure préalable et quelle que soit la cause du retard, du paiement des intérêts moratoires au taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts auront commencé à courir, majoré de deux points.

Les co-financeurs se libèrent des sommes dues au titre de la présente convention par virement bancaire, portant numéro de référence de la facture, sur le compte du maître d'ouvrage.

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code Banque	Code Guichet	N° de compte	Clé
Ville de Lézignan- Corbières	XXX	XXX	XXX	XXX	XX

Toute modification devra faire l'objet dans les meilleurs délais d'un courrier d'information en recommandé avec accusé de réception aux cosignataires.

Les domiciliations des parties pour la gestion des flux financiers sont :

	Adresse de facturation	Service administratif responsable du suivi des factures
		Nom du service
RÉGION	Région Occitanie Direction des mobilités, infrastructures et développement 22, boulevard du Maréchal Juin 31406 Toulouse cedex 9	Service Achats Finances Ressource
DÉPARTEMENT	Département de l'Aude Allée Raymond Courrière 11855 Carcassonne Cedex 9	Service Financier et Administratif des Routes
CCRLCM	48, avenue Charles Cros 11200 Lézignan-Corbières	Service Financier

Toute modification de domiciliation devra faire l'objet, dans les meilleurs délais, d'un courrier d'information en recommandé avec accusé de réception aux cosignataires.

ARTICLE 9 : NON VERSEMENT / REVERSEMENT ET SUSPENSION

ARTICLE 9-1 : SUSPENSION

Les partenaires financiers se réservent le droit de suspendre le paiement dans le cadre d'un contrôle sur pièces et/ou sur place.

ARTICLE 9-2 : NON-VERSEMENT ET REVERSEMENT

Les partenaires financiers peuvent exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée (soit dans son intégralité, soit à due proportion, correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de la subvention), ajuster le montant versé ou décider

de ne pas verser s'il apparaît, notamment au terme des opérations de contrôle prévues dans la présente convention :

- que celle-ci a été partiellement utilisée ou utilisée à des fins non conformes à l'objet présenté ;
- que l'opération n'a pas été réalisée ou a été partiellement réalisée ;
- que la subvention a fait l'objet d'un trop perçu ;
- que les engagements auxquels est tenu le bénéficiaire n'ont pas été respectés, notamment ceux relatifs à l'information sur la participation financière des partenaires financiers.

ARTICLE 9-3 : PROCEDURE DE REVERSEMENT

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recettes.

Préalablement à l'émission du titre, le partenaire signataire notifie par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

Cette lettre de notification indique le délai dont dispose le bénéficiaire pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par les représentants des partenaires financiers si aucun document n'est présenté par le bénéficiaire à l'expiration du délai précisé dans la lettre de notification ou si les documents transmis, dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué au bénéficiaire.

ARTICLE 10 : CADUCITE

La subvention devient caduque de plein droit à l'expiration de l'un des délais suivants :

- un délai de 12 mois, à compter de la date de signature de la présente convention, au terme duquel le maître d'ouvrage doit avoir transmis les pièces justificatives permettant de justifier soit d'un début de réalisation de l'opération, soit d'une justification de son report.
- un délai de 24 mois, à compter de la date de fin de réalisation de l'opération, au terme duquel le maître d'ouvrage doit avoir transmis les pièces justificatives permettant le règlement du solde.
- Si le bénéficiaire a fait connaître par courrier son intention de ne pas réaliser l'opération subventionnée.

Sur demande circonstanciée du bénéficiaire, en cas de nécessité justifiée avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité de l'opération ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait, un report éventuel du délai de caducité ou du délai de réalisation, peut être exceptionnellement accordé, à condition que l'opération ne soit pas dénaturée. La décision en ce sens sera traduite par la passation d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 11 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin à l'issue des délais fixés au titre des engagements du bénéficiaire.

ARTICLE 12 : PROPRIETE ET DIFFUSION DES ETUDES

Les résultats de l'étude relative à la réalisation du Pôle d'Echange Multimodal seront transmis en un exemplaire papier à l'ensemble des partenaires signataires, ainsi que sous format informatique par le biais d'une clé USB à chacun d'eux. Ces résultats peuvent être communiqués aux collectivités locales concernées par l'étude relative à la réalisation du Pôle d'Echange Multimodal. Dans ce cas, les Parties informeront le bénéficiaire de l'identité des destinataires. Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable des Parties.

Sur demande des Parties, l'étude relative à la réalisation du Pôle d'Echange Multimodal leur sera transmise dans son intégralité sous format informatique exclusivement.

ARTICLE 13 : PIECES CONTRACTUELLES

Les annexes jointes à la présente convention font partie intégrante de celle-ci.

ARTICLE 14 : LITIGES

En cas de litige entre les Partenaires auxquels pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente Convention, ceux-ci engagent tous leurs efforts afin de résoudre ce litige à l'amiable des Comités techniques et / ou de pilotage.

A défaut de règlement amiable du litige, une requête pourra être introduite par un ou plusieurs partenaires devant le Tribunal Administratif compétent.

ARTICLE 15 : MESURES D'ORDRE

Les frais de timbres et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font éléction de domicile en leur siège respectif.

ARTICLE 16 : NOMBRE D'EXEMPLAIRES

La convention est établie en quatre exemplaires, une à destination de chaque signataire.

Le

En quatre exemplaires originaux

POUR LA REGION

Carole Delga

PROJET

POUR LE DEPARTEMENT

Hélène Sandragué

PROJET

Pour la CCRLCM

André Hernandez

POUR LA VILLE

Gérard Forcada

PROJET

Annexe 1 : Décomposition financière prévisionnelle de l'opération

Maitrise d'œuvre (phase diagnostic / faisabilité) : 35 K€ HT

Géomètre (topographie) et autres études diverses : 10 K€ HT

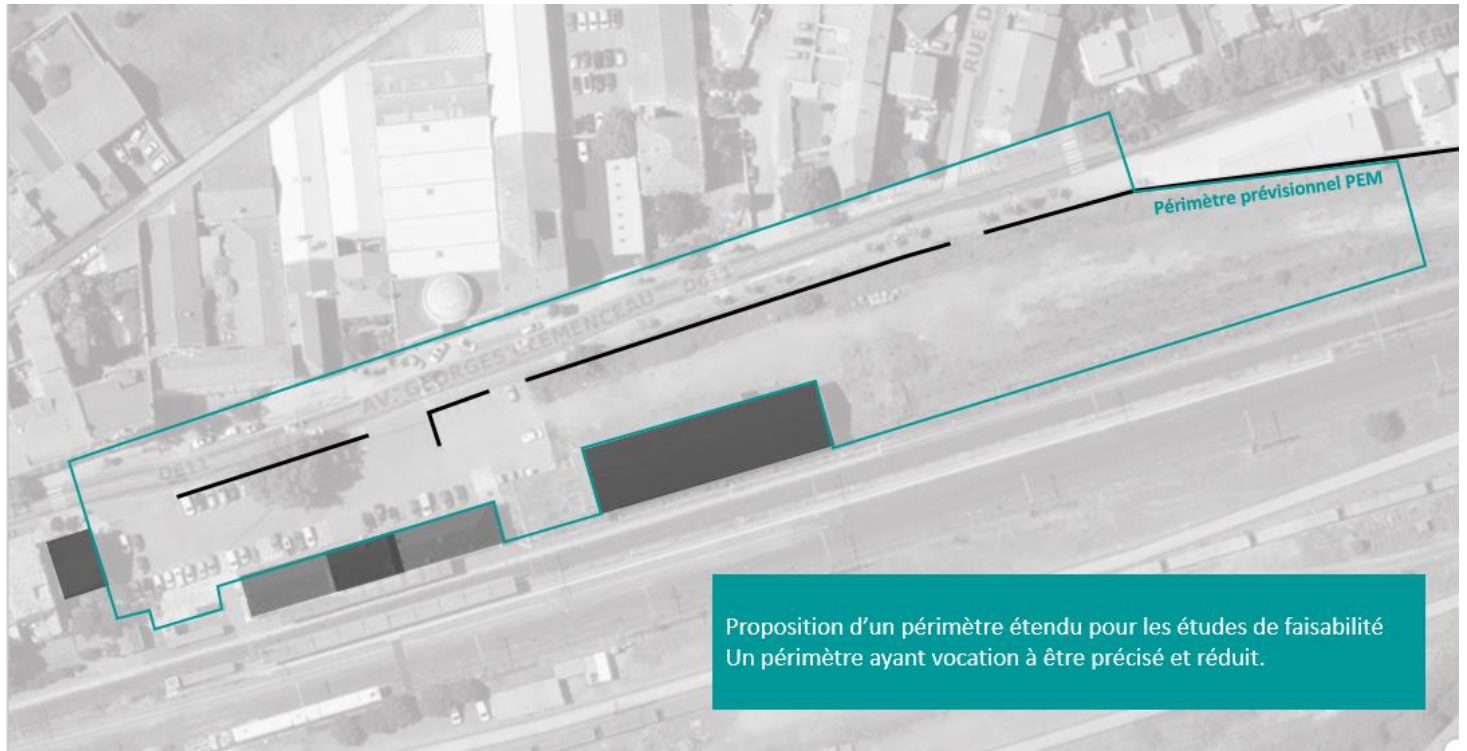
AMO : 25 K€ HT

D'autres prestations nécessaires à la bonne réalisation des études, dans la limite du budget alloué, pourront être éligibles aux subventions (de type : diagnostics divers, géodétection de réseaux, études géotechniques et pollution, faune flore, conception d'outils de concertation, assistance juridique ou encore des frais de concessionnaires...).

Elles feront l'objet d'un suivi par les partenaires dans le cadre des comités techniques.

PROJET

Annexe 2 : Périmètre des études de faisabilité du PEM



Annexe 3 : Demande de paiement d'une subvention Région



Cadre réservé à l'administration
N° de dossier :
Programme budg :
N° Tiers / intervenant :
N° délibération :
Montant de la Subvention :
Direction / Service : DITM - SAFE

DEMANDE DE PAIEMENT D'UNE SUBVENTION

Je soussigné(e), Nom Prénom,....., Représentant
l'organisme (préciser la raison sociale) :
En qualité de (préciser la fonction) :
Sollicite par la présente le versement de €
Au titre de : ☐ avance, ☐ acompte n°....., ☐ solde, ☐ totalité

☐ **avance,**

☐ J'atteste par la présente que l'opération a commencé (A noter : dans ce cas la demande de paiement fait également office d'attestation de démarrage de l'opération)
☐ Je joins un Relevé d'Identité Bancaire (RIB)

OU

☐ **acompte n°..... OU ☐ solde OU ☐ versement unique**

☐ Le montant cumulé des dépenses réalisées est de€

Je joins

- ☐ **l'état récapitulatif des justificatifs de dépenses** dûment signé par le bénéficiaire ou son représentant, exigé par l'arrêté ou la convention pour le versement de la subvention
- ☐ **les copies des justificatifs de dépenses** exigés par l'arrêté ou la convention pour le versement de la subvention
- ☐ **un Relevé d'Identité Bancaire (RIB)**
- ☐ **Autres pièces exigées par l'arrêté ou la convention pour le versement de la subvention** (bilan financier des dépenses et des recettes pour le solde, rapport d'activité ou bilan qualitatif pour le solde, autres pièces visées dans l'arrêté ou la convention)

Concernant la subvention (préciser l'objet de la subvention) :

Contact Organisme pour le suivi du dossier (si différent du représentant de l'organisme) :

Nom :

Fonction :

Courriel :

Téléphone :

☐ **J'atteste avoir respecté les obligations liées à l'attribution et au versement de la subvention et je certifie que les pièces justificatives produites correspondent bien à l'opération subventionnée ;**

☐ **En cas de demande d'acompte, de solde ou de versement unique, j'atteste que toutes les dépenses réalisées et justifiées dans le cadre de l'opération subventionnée ont été acquittées.**

Nom et tampon de
l'organisme :

Date :

Signature :

* Ce formulaire est à adresser à Site Toulouse / ou Montpellier et doit être utilisé pour chaque demande de paiement (avance, acompte, solde, ou totalité).